



## CHARTRE DU RÉSEAU SORTIR DU COLONIALISME

Le Réseau "Sortir du colonialisme" fédère des membres individuels et des organisations (associatives, politiques et syndicales), cimentés par une Charte d'objectifs communs pour sortir du colonialisme .

Pour soutenir sa démarche, il suffit d'être signataire de la Charte : Les anticolonialistes soutiennent les luttes des peuples, des minorités nationales, en lutte pour leur indépendance, leur autodétermination, et le respect de leurs droits bafoués par le colonialisme . Ni racialisme, ni paternalisme, mais l'affirmation d'une communauté d'intérêts, des valeurs de justice sociale, d'égalité entre les peuples, de respect de leur souveraineté et de solidarité internationale.

Le nouvel anticolonialisme est une des formes organisées de la résistance au nouvel ordre impérialiste international.

Les adhérents, associations et mouvements, signataires de la Charte « Sortir du colonialisme » s'engagent à lutter pour revendiquer :

1. Le droit des peuples à disposer d'eux mêmes : droit à l'autodétermination, droits politiques, sociaux, économiques, culturels, linguistiques. La reconnaissance de l'indépendance reconnue par le comité de décolonisation de l'ONU, et la fin des occupations illégales de territoires, notamment en Palestine et au Sahara occidental. La défense des droits des peuples indigènes ; l'exigence d'une solution politique et le soutien aux peuples Kurde, Tamoul, Tchétchène, Tibétain dans le combat pour leurs droits.

2. L'abolition de la torture, des disparitions, des viols, des éliminations ciblées, des assassinats d'opposants, de la déportation de l'emprisonnement de tous les combattants de la cause anticoloniale à travers le monde.

3. La fin des guerres coloniales comme celle d'Afghanistan et le refus de l'annexion ou de l'occupation de tout ou partie d'un territoire par une puissance étrangère ; le retrait de la France de l'OTAN.

4. Le respect du droit à l'autodétermination et la reconnaissance des droits des peuples colonisés par la France en Guadeloupe , Martinique, Guyane, Réunion, l'affirmation de l'intégrité territoriale de l'union des Comores par la restitution de Mayotte , le droit à l'indépendance de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie.

5. Le libre choix des peuples de leur modèle de développement ; la décolonisation économique par la souveraineté des peuples et des nations sur leurs ressources naturelles, leurs matières premières, contre toutes les formes de domination économique comme la privatisation des services publics et la recolonisation des terres par les entreprises multinationales, contre le colonialisme à caractère environnemental (contrôle

des eaux, des mers et des océans, marchés des droits à polluer, dette écologique et climatique, rejets des déchets du Nord, biopiraterie, destruction des forêts...).

Les instruments du nouvel ordre colonial se trouvent non seulement dans la capacité militaire des États mais aussi dans l'organisation d'une gouvernance mondiale reposant sur les États riches et les entreprises transnationales (G8 ou G20, OMC, FMI, Banque Mondiale...).

6. Le démantèlement des réseaux de la Françafrique, la fin des institutions à caractère colonial tels le Ministère de la Coopération, la cellule de l'Élysée, et l'arrêt des pratiques néocoloniales en Afrique; le démantèlement des bases militaires françaises en Afrique.

7. le droit de réparation pour les peuples anciennement colonisés ou mis en esclavage, par l'annulation de la dette illégitime et de ses intérêts, le remboursement des rançons coloniales comme celle due à Haïti, la prise en compte des ravages commis par l'ordre colonial.

8. La condamnation du négationnisme en matière d'histoire coloniale et l'abrogation de la loi du 23 février 2005; la dissolution de la Fondation pour la mémoire établie par cette loi; l'ouverture des archives et la vérité et la justice sur les crimes coloniaux (crimes de guerre et crimes contre l'humanité); la reconnaissance par la république des massacres du 17 octobre 61, la réhabilitation des anticolonialistes comme **Maurice Audin et Fernand Yveton**; l'enseignement dans l'éducation nationale de l'histoire de l'esclavage et de la colonisation; l'ouverture d'un Musée de l'esclavage et de la colonisation

9. Les droits culturels et communicationnels des peuples: principe du retour des œuvres culturelles aux pays où ils ont été pillés, pour le respect des droits à étudier, enseigner et parler les langues minoritaires; la décolonisation de l'imaginaire par la déconstruction des systèmes de représentations coloniale et de la guerre de civilisation, instrument idéologique pour justifier les guerres coloniales.

10. La fin des pratiques post-coloniales et discriminatoires dans la gestion de l'immigration et des quartiers populaires et la lutte contre le racisme, la xénophobie d'État, la ségrégation et la stigmatisation des populations issues de l'immigration. Les politiques de contrôle migratoire sont l'expression de ce nouvel ordre colonial qui construit des murs ou sous traite à certains pays le rôle de gardes barrières pour assurer l'étanchéité des frontières. L'arrêt du pillage par les pays du Nord des cerveaux des pays pauvres ou émergents. La régularisation des sans papiers, la fin des rafles et des expulsions, l'égalité des droits entre français et immigrés, le respect du droit d'asile sont autant de revendications anticoloniales à part entière.

*Cette charte a été rédigée lors de la première université d'été du réseau/collectif d'associations « Sortir du colonialisme », en Juillet 2011.*

*En plus de permettre la convergence des causes et de mettre en lumière les mouvements/dynamiques de lutte contre le colonialisme, cette charte est une plateforme permettant la mise en réseau des initiatives citoyennes et associatives contre les formes de colonialisme.*

*En signant cette charte, vous vous engagez à adhérer aux idées qu'elle défend. Vous devenez adhérents au réseau « sortir du colonialisme » et bénéficiez d'un relais de diffusion de vos actions au niveau régional et national et associatif (site internet, groupe Facebook, newsletter du site, groupe anticolonial, ...) ainsi que de l'expertise et du soutien des membres du réseau.*